

MINISTERE DE LA DEFENSE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1771

[C - 2003/09371]

10 AVRIL 2003. — Loi réglant la procédure devant les juridictions militaires et adaptant diverses dispositions légales suite à la suppression des juridictions militaires en temps de paix

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE II. — De la procédure devant les juridictions militaires

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 2. En temps de guerre, sous réserve des exceptions visées dans la loi du 10 avril 2003 réglant la suppression des juridictions militaires en temps de paix ainsi que leur maintien en temps de guerre, les infractions sont recherchées et leurs auteurs poursuivis et jugés selon le droit commun de la procédure pénale.

Art. 3. L'action publique peut être introduite auprès du tribunal militaire par voie :

- 1° de citation directe de l'auditeur militaire;
- 2° de comparution volontaire de l'inculpé;
- 3° d'ordonnance de renvoi rendue par la chambre du conseil ou par la chambre des mises en accusation auprès des juridictions militaires.

Art. 4. Devant les tribunaux militaires, l'action publique ne peut être introduite par voie de citation directe de la partie lésée, ceci sans préjudice de la possibilité de se constituer partie civile devant les juridictions militaires conformément au droit commun de la procédure pénale.

Art. 5. En temps de guerre, il est impossible de se constituer partie civile devant le juge d'instruction auprès des juridictions militaires.

Art. 6. En temps de guerre le juge de la juridiction militaire qui inflige une peine privative de liberté peut décider que celle-ci soit seulement mise en exécution à partir du jour fixé par le Roi pour la remise de l'armée sur pied de paix.

CHAPITRE II. — De la détention préventive

Art. 7. Le présent chapitre règle la détention préventive à l'égard de personnes relevant de la compétence des juridictions militaires.

A l'exception des articles 13, 19, §§ 2, 3, alinéa 2, et 5, 26, 27, § 1^{er}, 33, § 2, ainsi que 36, § 2, la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive est applicable en temps de guerre.

Art. 8. § 1^{er}. L'inculpé et son conseil sont entendus lorsque la chambre du conseil près le tribunal militaire décide du non-lieu ou du renvoi à un tribunal militaire.

§ 2. En cas de non-lieu, l'inculpé arrêté est mis en liberté.

§ 3. Si les faits sont passibles de peines correctionnelles, l'inculpé arrêté peut être mis en liberté par voie d'ordonnance de renvoi.

§ 4. L'auditeur militaire peut interjeter appel auprès de la chambre des mises en accusation contre le non-lieu ou contre l'ordonnance de renvoi pour ce qui concerne la levée de la détention préventive.

L'appel doit être introduit dans un délai de 24 heures à compter de la date du prononcé. L'appel est suspensif.

La déclaration d'appel doit être effectuée au greffe du tribunal militaire où la chambre du conseil a siégé et est consignée dans le registre des appels.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1771

[C - 2003/09371]

10 APRIL 2003. — Wet tot regeling van de rechtspleging voor de militaire rechtscolleges en tot aanpassing van verscheidene wettelijke bepalingen naar aanleiding van de afschaffing van de militaire rechtscolleges in vredetijd

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL II. — Rechtspleging voor de militaire rechtscolleges

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 2. Behoudens de uitzonderingen bedoeld in de wet van 10 april 2003 tot regeling van de afschaffing van militaire rechtscolleges in vredetijd alsmede van het behoud ervan in oorlogstijd worden in oorlogstijd de misdrijven opgespoord en de daders ervan vervolgd en berecht volgens het gemeen strafprocesrecht.

Art. 3. De strafvordering kan bij de militaire rechtbank aanhangig worden gemaakt bij wege van :

- 1° rechtstreekse dagvaarding door de militaire auditeur;
- 2° vrijwillige verschijning van de verdachte;
- 3° een beschikking van verwijzing gegeven door de raadkamer of door de kamer van inbeschuldigingstelling bij de militaire gerechten.

Art. 4. Voor de militaire rechtbanken kan de strafvordering niet worden ingesteld door rechtstreekse dagvaarding van de benadeelde partij, zulks onverminderd de mogelijkheid om zich overeenkomstig het gemeen strafprocesrecht voor de militaire gerechten als burgerlijke partij te voegen.

Art. 5. In oorlogstijd is het onmogelijk om zich burgerlijke partij te stellen bij de onderzoeksrechter bij de militaire gerechten.

Art. 6. In oorlogstijd kan de rechter van het militaire gerecht die een vrijheidsstraf oplegt, beslissen dat deze slechts wordt uitgevoerd vanaf de dag, door de Koning bepaald, voor het terugbrengen van het leger op voet van vrede.

HOOFDSTUK II. — Voorlopige hechtenis

Art. 7. De voorlopige hechtenis ten aanzien van personen voor wie de militaire gerechten bevoegd zijn, wordt in dit hoofdstuk geregeld.

Met uitzondering van de artikelen 13, 19, §§ 2, 3, tweede lid, en 5, 26, 27, § 1, 33, § 2 en 36, § 2, is in oorlogstijd de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis van toepassing.

Art. 8. § 1. De verdachte en zijn raadsman worden gehoord wanneer de raadkamer bij de militaire rechtbank beslist tot buitenvervolginstelling of tot een verwijzing naar de militaire rechtbank.

§ 2. Bij buitenvervolginstelling wordt de aangehouden verdachte in vrijheid gesteld.

§ 3. Ingeval de feiten strafbaar zijn met correctionele straffen, kan de aangehouden verdachte bij de beschikking van verwijzing in vrijheid worden gesteld.

§ 4. De militaire auditeur kan bij de kamer van inbeschuldigingstelling beroep instellen tegen de buitenvervolginstelling of tegen de beschikking van verwijzing wat de opheffing van de voorlopige hechtenis betreft.

Het beroep moet worden ingesteld binnen een termijn van 24 uur te rekenen van de dag van de uitspraak. Dit beroep werkt schorsend.

De verklaring van hoger beroep moet worden gedaan op de griffie van de militaire rechtbank waar de raadkamer heeft gezeteld en wordt opgenomen in het register van de beroepen.

Art. 9. S'il n'est pas mis fin à la détention préventive et si l'inculpé est cité à comparaître, la mise en liberté provisoire peut être accordée suite à l'introduction d'une requête adressée :

1° au tribunal militaire saisi de l'affaire, à partir de l'ordonnance de renvoi jusqu'au jugement;

2° à la Cour militaire, à partir de l'appel jusqu'à la décision en degré d'appel;

3° à la Cour militaire, à partir du pourvoi en cassation jusqu'à l'arrêt.

Art. 10. Lorsque le tribunal militaire ou la Cour militaire condamne le prévenu ou l'accusé à une peine définitive d'emprisonnement à titre principal, ils peuvent, sur réquisition du ministère public, ordonner l'arrestation immédiate de l'intéressé s'il est à craindre qu'il tente de se soustraire à l'exécution de la peine ou si son arrestation est nécessaire pour le maintien de la discipline militaire au sein de l'armée.

Cette décision mentionne les circonstances de la cause justifiant cette crainte.

De telles décisions doivent donner lieu à un débat spécifique immédiatement après le prononcé de la peine.

Le prévenu et son conseil sont entendus s'il sont présents. Ces décisions ne sont pas susceptibles d'appel ou d'opposition.

Art. 11. En temps de guerre, les compétences conférées à la chambre du conseil et à la chambre des mises en accusation en vertu des articles 1^{er}, 6, 7 et 9 de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certaines infractions sexuelles ainsi que la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation sont exercées par la chambre du conseil près le tribunal militaire et par la chambre des mises en accusation près la Cour militaire.

Art. 12. La possibilité d'interjeter appel contre les ordonnances de la chambre du conseil du tribunal militaire et contre les arrêts de la chambre des mises en accusation auprès la Cour militaire peut être suspendue selon les mêmes modalités et dans les mêmes circonstances que celles prévues à l'article 24.

CHAPITRE III. — *De la participation et de la connexité*

Art. 13. Lorsqu'une personne soumise aux juridictions militaires et une personne soumise aux tribunaux de droit commun sont poursuivies en même temps, soit en tant qu'auteur, co-auteur ou complice d'une même infraction, soit pour des infractions connexes, les tribunaux de droit commun sont compétents pour juger la personne soumise aux juridictions militaires.

Art. 14. Lorsque la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation près les tribunaux de droit commun décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la personne soumise aux tribunaux de droit commun, mais estime qu'il y a lieu de poursuivre la personne soumise aux juridictions militaires, elle renvoie cette dernière aux juridictions militaires.

Art. 15. Lorsque la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation près les juridictions militaires estime qu'il y a lieu de poursuivre également une personne soumise au tribunal de droit commun, elle suspend son ordonnance sur réquisition de l'auditeur militaire jusqu'au moment de la décision relative à l'action publique menée contre cette personne.

Art. 16. Lorsque plusieurs juridictions militaires sont saisies d'une même infraction ou d'infractions connexes, la Cour militaire décide quel tribunal militaire est compétent.

CHAPITRE IV. — *Des infractions commises à l'audience*

Art. 17. Les tribunaux de droit commun peuvent juger en priorité et dans les limites du droit commun une personne soumise aux juridictions militaires qui a commis une infraction à l'audience des tribunaux de droit commun, après désignation d'office d'un conseil à l'intéressé. Ils peuvent également renvoyer l'intéressé au Ministère public près les juridictions militaires. Ils peuvent ordonner en tout cas son arrestation.

Art. 9. Wanneer geen einde is gemaakt aan de voorlopige hechtenis en de verdachte is gedagvaard om te verschijnen, kan de voorlopige invrijheidstelling worden verleend op indiening van een verzoekschrift gericht aan :

1° de militaire rechtbank waar de zaak aanhangig is, vanaf de beschikking van verwijzing tot het vonnis;

2° het Militair Gerechtshof vanaf de instelling van het beroep tot de beslissing in hoger beroep;

3° het Militair Gerechtshof vanaf de voorziening in cassatie tot het arrest.

Art. 10. Wanneer de militaire rechtbank of het Militair Gerechtshof de beklagde of beschuldigde veroordeelt tot een hoofdgevangenisstraf zonder uitstel, kunnen zij op vordering van het openbaar ministerie zijn onmiddellijke aanhouding bevelen indien ervoor moet worden gevreesd dat hij zich aan de uitvoering van de straf zal pogen te onttrekken of wanneer zulks noodzakelijk is voor de handhaving van de militaire discipline binnen het leger.

In die beslissing moet worden vermeld welke omstandigheden van de zaak die vrees wettigen.

Over dergelijke beslissingen moet onmiddellijk na de uitspraak van de straf een afzonderlijk debat worden gehouden.

De beklagde en zijn raadsman worden gehoord ingeval zij aanwezig zijn. Deze beslissingen zijn niet vatbaar voor hoger beroep of verzet.

Art. 11. De bevoegdheden toegekend aan de raadkamer en aan de kamer van inbeschuldigingstelling krachtens de artikelen 1, 6, 7 en 9 van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen en gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten en de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie worden in oorlogstijd uitgeoefend door de raadkamer bij de militaire rechtbank en door de kamer van inbeschuldigingstelling bij het Militair Gerechtshof.

Art. 12. De mogelijkheid om beroep in te stellen tegen de beschikkingen van de raadkamer van de militaire rechtbank en tegen de arresten van de kamer van inbeschuldigingstelling bij het Militair Gerechtshof kan worden geschorst op dezelfde wijze en onder dezelfde omstandigheden als bepaald in artikel 24.

HOOFDSTUK III. — *Deelneming en samenhang*

Art. 13. Wanneer een persoon onderworpen aan de militaire gerechten en een persoon onderworpen aan de rechtbanken van gemeen recht tegelijkertijd worden vervolgd, hetzij als dader of mededader van of als medeplechtige aan een zelfde misdrijf, hetzij wegens samenhangende misdrijven, zijn de rechtbanken van gemeen recht bevoegd om de persoon onderworpen aan de militaire gerechten te berechten.

Art. 14. Wanneer de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling bij de rechtbanken van gemeen recht beslist dat geen reden bestaat tot vervolging van de persoon onderworpen aan de rechtbanken van gemeen recht, maar oordeelt dat er reden bestaat tot vervolging van de persoon onderworpen aan de militaire gerechten, verwijst zij deze persoon naar de militaire gerechten.

Art. 15. Wanneer de raadkamer of de kamer van inbeschuldigingstelling bij de militaire gerechten oordeelt dat reden bestaat om ook een persoon onderworpen aan de rechtbank van gemeen recht te vervolgen, schorst zij haar beschikking, op vordering van de militaire auditeur, tot na de beslissing over de strafvordering betreffende deze persoon.

Art. 16. Wanneer een zelfde misdrijf of samenhangende misdrijven aanhangig zijn gemaakt bij verscheidene militaire rechtbanken, bepaalt het Militair Gerechtshof welke militaire rechtbank bevoegd is.

HOOFDSTUK IV. — *Zittingsmisdrijven*

Art. 17. De rechtbanken van gemeen recht kunnen bij voorrang en binnen de grenzen van het gemeen recht een persoon onderworpen aan de militaire gerechten berechten die op de terechtzitting van de rechtbanken van gemeen recht een misdrijf heeft gepleegd, zulks na hem ambtshalve een raadsman te hebben toegewezen. Zij kunnen hem eveneens verwijzen naar het Openbaar Ministerie bij de militaire gerechten. Zij kunnen in ieder geval de aanhouding bevelen.

Art. 18. Lorsqu'une personne soumise aux tribunaux de droit commun a commis une infraction à l'audience des juridictions militaires, elle est immédiatement jugée, après désignation d'office d'un conseil. Elle peut également être renvoyée au ministère public compétent près les tribunaux de droit commun.

Art. 19. Lorsqu'une personne soumise aux juridictions militaires a commis une infraction à l'audience de ces juridictions, elle peut être immédiatement jugée, après désignation d'office d'un conseil.

CHAPITRE V. — Des voies de recours

Section I^{re}. — De l'opposition

Art. 20. L'opposition est faite selon les mêmes formalités et dans les mêmes délais que ceux que le droit commun de la procédure pénale prévoit en matière correctionnelle. L'opposition peut également être faite par voie de déclaration auprès du greffe du tribunal militaire ou de la Cour militaire.

Section II. — De l'appel

Art. 21. Le Ministère public, le condamné et la partie civile pour ce qui concerne les intérêts civils peuvent interjeter appel contre les jugements des tribunaux militaires.

Art. 22. La déclaration d'appel est faite au greffe des tribunaux militaires selon les mêmes formalités et dans les mêmes délais que ceux que le droit commun de la procédure pénale prévoit en matière correctionnelle.

Art. 23. Lorsque l'inculpé n'a pas comparu en degré d'appel ou ne s'est pas fait représenter, il ne peut pas se pourvoir en cassation.

Art. 24. Le délai d'appel peut en raison de nécessités militaires, être suspendu ou ramené à un délai maximal de cinq jours par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Le commandant d'une place investie ou d'une fraction de l'armée dont les moyens de communications sont interrompus par l'ennemi ou par la force majeure a toujours le droit d'ordonner cette suspension.

Section III. — Du pourvoi en cassation

Art. 25. Sous réserve des dispositions de la présente section, le pourvoi en cassation contre des arrêts de la Cour militaire est introduit selon les mêmes formalités et dans les mêmes délais que ceux que le droit commun de la procédure pénale prévoit en matière correctionnelle.

Art. 26. La déclaration de pourvoi en cassation peut être effectuée par le condamné ou par la partie civile ou par le ministère public tant auprès du greffe du tribunal militaire qu'auprès du greffe de la Cour militaire.

Art. 27. En cas d'annulation d'un arrêt, l'affaire est renvoyée devant la Cour militaire, composée d'autres juges.

Art. 28. Le délai pour se pourvoir en cassation peut être suspendu ou limité conformément à l'article 24.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 29. § 1^{er}. Au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, les affaires pendantes devant les juridictions militaires sont inscrites d'office et sans frais au rôle général des juridictions de droit commun, comme suit :

1° au rôle du tribunal de police, toutes les affaires qui conformément au Code d'instruction criminelle relèvent de sa compétence;

2° au rôle du tribunal correctionnel, toutes les affaires qui conformément au Code d'instruction criminelle relèvent de sa compétence;

3° au rôle de la cour d'appel, toutes les affaires qui conformément au Code d'instruction criminelle relèvent de sa compétence.

§ 2. Les affaires qui relèvent de la compétence de la cour d'assises seront néanmoins transmises à la chambre des mises en accusation qui peut décider de correctionnaliser ou de porter l'affaire devant la cour d'assises.

§ 3. La compétence territoriale des juridictions visées au § 1^{er} ou de la chambre des mises en accusation visée au § 2 est fixée conformément au Code d'instruction criminelle.

Art. 18. Wanneer een persoon onderworpen aan de rechtbanken van gemeen recht een misdrijf heeft gepleegd op de terechtzitting van de militaire gerechten, wordt hij onmiddellijk gevonnist, zulks na hem ambtshalve een raadsman te hebben toegewezen. Die persoon kan ook naar het bevoegde openbaar ministerie bij de rechtbanken van gemeen recht worden verwezen.

Art. 19. Wanneer een persoon onderworpen aan de militaire gerechten een misdrijf heeft gepleegd op de terechtzitting van deze gerechten, kan hij onmiddellijk worden gevonnist, zulks na hem ambtshalve een raadsman te hebben toegewezen.

HOOFDSTUK V. — Rechtsmiddelen

Afdeling I. — Verzet

Art. 20. Het verzet wordt gedaan volgens dezelfde vormen en binnen dezelfde termijnen als die waarin het gemeen strafprocesrecht voorziet voor correctionele zaken. Het verzet kan eveneens worden gedaan bij wege van een verklaring ter griffie van de militaire rechtbank of van het Militair Gerechtshof.

Afdeling II. — Hoger beroep

Art. 21. Het Openbaar Ministerie, de veroordeelde en de burgerlijke partij met betrekking tot de burgerlijke belangen kunnen beroep instellen tegen vonnissen van de militaire rechtbanken.

Art. 22. De verklaring van hoger beroep wordt gedaan ter griffie van de militaire rechtbanken volgens dezelfde vormen en binnen dezelfde termijnen als die waarin het gemeen strafprocesrecht voorziet voor correctionele zaken.

Art. 23. Wanneer de verdachte niet is verschenen in hoger beroep of zich niet heeft laten vertegenwoordigen, kan hij zich niet in cassatie voorzien.

Art. 24. Bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in Ministeraad, kan de termijn om hoger beroep in te stellen wegens militaire noodwendigheden geschorst worden of teruggebracht worden tot een maximumtermijn van vijf dagen. De bevelhebber van een omsingelde plaats of van een gedeelte van het leger waarvan de communicatiemiddelen door de vijand of door overmacht verbroken zijn, heeft steeds het recht om deze schorsing te bevelen.

Afdeling III. — Cassatie

Art. 25. Onder voorbehoud van de bepalingen van deze afdeling wordt de voorziening in cassatie tegen arresten van het Militair Gerechtshof gedaan volgens dezelfde vormen en binnen dezelfde termijnen als die waarin het gemeen strafprocesrecht voorziet voor correctionele zaken.

Art. 26. De verklaring van voorziening in cassatie kan door de veroordeelde of door de burgerlijke partij of door het openbaar ministerie zowel bij de griffie van de militaire rechtbank als bij de griffie van het Militair Gerechtshof worden gedaan.

Art. 27. In geval van vernietiging van een arrest wordt de zaak opnieuw verwezen naar het Militair Gerechtshof, samengesteld uit andere rechters.

Art. 28. De termijn om zich in cassatie te voorzien, kan overeenkomstig artikel 24 worden geschorst of beperkt.

HOOFDSTUK VI. — Overgangsbepalingen

Art. 29. § 1. Bij de inwerkingtreding van deze wet worden de zaken die bij de militaire gerechten aanhangig zijn, ambtshalve en zonder kosten ingeschreven op de algemene rol van de gerechten van gemeen recht, te weten :

1° op de rol van de politierechtbank, alle zaken die overeenkomstig het Wetboek van strafvordering tot haar bevoegdheid behoren;

2° op de rol van de correctionele rechtbank, alle zaken die overeenkomstig het Wetboek van strafvordering tot haar bevoegdheid behoren;

3° op de rol van het hof van beroep, alle zaken die overeenkomstig het Wetboek van strafvordering tot zijn bevoegdheid behoren.

§ 2. Zaken die behoren tot de bevoegdheid van het hof van assisen, zullen echter worden overgezonden aan de kamer van inbeschuldigingstelling die kan beslissen tot correctionalisatie of tot aanhangigmaking voor het hof van assisen.

§ 3. De territoriale bevoegdheid van de gerechten bedoeld in § 1 of van de kamer van inbeschuldigingstelling bedoeld in § 2, wordt geregeld volgens het Wetboek van strafvordering.

Art. 30. Les affaires traitées par la Cour militaire selon le privilège de juridiction sont inscrites au rôle de la cour d'appel conformément à l'article précédent.

Art. 31. Les appels ou oppositions contre des décisions d'une juridiction supprimée sont portés devant la juridiction appelée à connaître desdits appels ou oppositions conformément à l'article 29.

Art. 32. Le greffier en chef de la juridiction militaire supprimée envoie les dossiers au greffier du tribunal compétent.

Art. 33. Les affaires pour lesquelles une commission judiciaire est saisie, sont transmises par le greffier en chef de la commission judiciaire supprimée au juge d'instruction de l'arrondissement judiciaire compétent d'après les règles du Code d'instruction criminelle.

Art. 34. Les affaires pour lesquelles aucune commission judiciaire n'est saisie, sont transmises par l'auditeur militaire au procureur de Roi territorialement compétent d'après le Code d'instruction criminelle.

TITRE III. — Dispositions modificatives et diverses

CHAPITRE Ier. — Modifications du Code d'instruction criminelle

Art. 35. Dans le Code d'instruction criminelle, il est inséré un article 182bis, libellé comme suit :

« Art. 182bis. Les avis, notifications et significations à un inculpé, prévenu, condamné, témoin ou victime, soumis aux lois militaires, ou attaché en quelque qualité que ce soit à une fraction de l'armée ou autorisé à la suivre, pourront également être remis valablement, sur le territoire belge ou sur le territoire étranger, à l'unité militaire à laquelle il appartient, au gardien du lieu où il est retenu ou, s'il est impossible de l'atteindre personnellement, à l'autorité militaire dont il relève, à la condition qu'il ne soit pas absent illégalement. »

Si les circonstances l'exigent, ces avis, notifications et significations peuvent être envoyés par tous les moyens de communication appropriés, dont dispose l'armée via intervention des autorités militaires. »

Art. 36. Dans le même Code, il est inséré un article 184ter rédigé comme suit :

« Art. 184ter. Lorsque l'inculpé ou le prévenu, placé sous mandat d'arrêt, fait partie d'une fraction de l'armée se trouvant à l'étranger et quand les circonstances ne permettent pas de choisir un avocat ou de désigner d'office un avocat, le commandant de la fraction de l'armée où se trouve la personne, peut désigner un docteur ou un licencié en droit. A défaut de docteur ou de licencié en droit, il désigne un officier et à défaut d'officier, une personne jugée capable de défendre l'intéressé. Le commandant de la fraction de l'armée doit faire mention de ladite impossibilité dans son rapport. »

L'article 458 du Code pénal est applicable à toutes les personnes visées à l'alinéa 1^{er}.

Dès que l'intervention d'un avocat est possible, les personnes visées à l'alinéa 1^{er} se retirent. Les pièces relatives au respect de ces formalités, sont ajoutées au dossier pénal. »

CHAPITRE II. — Modifications de la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire

Art. 37. Un article 5bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire :

« Art. 5bis. La dégradation militaire peut également être prononcée à l'égard des militaires en congé illimité. »

Art. 38. Dans le même Code, il est inséré un chapitre I^{er}bis, rédigé comme suit :

« Chapitre I^{er}bis. Personnes soumises aux lois pénales militaires. »

Art. 39. Dans le chapitre I^{er}bis de la même loi il est inséré un article 14 rédigé comme suit :

« Art. 14. Les lois pénales militaires sont applicables à toute personne qui, conformément à la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, sont en service actif ou en non activité. »

Art. 30. De zaken die door het Militair Gerechtshof worden behandeld overeenkomstig het voorrecht van rechtsmacht, worden overeenkomstig het voorgaande artikel ingeschreven op de rol van het hof van beroep.

Art. 31. Hoger beroep of verzet tegen beslissingen van een opgeheven gerecht wordt ingediend voor het gerecht dat overeenkomstig artikel 29 van dit hoger beroep of verzet kennis moet nemen.

Art. 32. De hoofdgriffier van het opgeheven militaire rechtscollege zendt de dossiers toe aan de griffier van de bevoegde rechtbank.

Art. 33. De zaken waarvoor een rechterlijke commissie is gevat, worden door de hoofdgriffier van de opgeheven rechterlijke commissie overgezonden aan de onderzoeksrechter van het gerechtelijk arrondissement dat overeenkomstig het Wetboek van strafvordering bevoegd is.

Art. 34. De zaken waarvoor er geen rechterlijke commissie is gevat, worden door de militaire auditeur overgezonden aan de procureur des Konings die overeenkomstig het Wetboek van strafvordering territoriaal bevoegd is.

TITEL III. — Wijzigende en diverse bepalingen

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het Wetboek van strafvordering

Art. 35. In het Wetboek van strafvordering wordt een artikel 182bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 182bis. De berichten, kennisgevingen en betekeningen aan een verdachte, beklaagde, veroordeelde, getuige of slachtoffer die onderworpen is aan de militaire wetten, of die in welke hoedanigheid ook aan een onderdeel van het leger verbonden is, of die gemachtigd is een troepenkorps te volgen, mogen ook, zowel op Belgisch grondgebied als op buitenlands grondgebied, geldig worden afgegeven aan de militaire eenheid waartoe hij behoort, aan de bewaker van de plaats waar hij wordt vastgehouden of indien hij niet persoonlijk kan worden bereikt, aan de militaire overheid waaronder hij ressorteert op voorwaarde dat hij niet onwettig afwezig is. »

Indien de omstandigheden zulks vereisen, mogen die berichten, kennisgevingen en betekeningen langs alle geschikte communicatiemiddelen waarover het leger beschikt, worden overgezonden, door tussenkomst van de militaire overheden. »

Art. 36. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 184ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 184ter. Wanneer de verdachte of de beklaagde onder aanhoudingsmandaat geplaatst, behoort tot een legeronderdeel dat zich in het buitenland bevindt en wanneer de omstandigheden het niet toelaten om een advocaat te kiezen of een advocaat ambtshalve aan te wijzen, kan de commandant van het legeronderdeel waar de persoon zich bevindt, een doctor of licentiaat in de rechten aanwijzen. Bij ontstentenis van een doctor of licentiaat in de rechten wijst hij een officier aan en indien ook geen officier beschikbaar is, een persoon die bekwaam wordt geacht om betrokkene te verdedigen. Hij moet deze onmogelijkheid in het verslag van de commandant van het legeronderdeel vermelden. »

Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op alle in het eerste lid bedoelde personen.

Zodra een advocaat kan optreden, trekken de in het eerste lid bedoelde personen zich terug. Bij het strafdossier worden de stukken gevoegd waaruit blijkt dat deze formaliteiten werden nageleefd. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van de wet van 27 mei 1870 houdende het Militair Strafwetboek

Art. 37. Een artikel 5bis, luidend als volgt, wordt in de wet van 27 mei 1870 houdende in het Militair Strafwetboek ingevoegd :

« Art. 5bis. De militaire degradatie kan ook worden uitgesproken ten aanzien van de militairen die met onbepaald verlof zijn. »

Art. 38. In hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk Ibis ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk Ibis. Personen onderworpen aan de militaire straffen. »

Art. 39. In hoofdstuk Ibis van dezelfde wet, wordt een artikel 14 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 14. De militaire straffen zijn van toepassing op alle personen die overeenkomstig de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden in werkelijke dienst of in non-activiteit zijn. »

Art. 40. Dans le chapitre *Ierbis* de la même loi il est inséré un article *14bis* rédigé comme suit :

« Art. *14bis*. Les personnes engagées dans un établissement ou dans un service de l'armée peuvent être soumises, en vertu d'un arrêté royal à certaines dispositions des lois pénales militaires précisées dans leur contrat d'engagement. »

Art. 41. Dans le chapitre *Ierbis* de la même loi il est inséré un article *14ter* rédigé comme suit :

« Art. *14ter*. Les militaires en congé illimité au sens de l'article 7 de la loi précitée du 20 mai 1994 sont soumis aux lois pénales militaires pour ce qui concerne les infractions suivantes :

- 1° trahison et espionnage;
- 2° participation à une révolte comme prévu par le présent Code;
- 3° violences et outrages envers un supérieur ou une sentinelle;
- 4° participation à une désertion de militaires avec complot;

5° détournement et soustraction frauduleuse de tous objets affectés au service de l'armée et appartenant soit à l'Etat, soit à des militaires. »

Art. 42. Dans le chapitre *Ierbis* de la même loi il est inséré un article *14quater* rédigé comme suit :

« Art. *14quater*. Les personnes qui, dans l'année qui suit le congé définitif tel que prévu à l'article 8 de la loi précitée du 20 mai 1994 commettent contre l'un de leurs anciens supérieurs ou contre tout autre supérieur hiérarchique à l'occasion des relations de service qu'elles ont eues avec lui l'une des infractions prévues aux articles 34 à 40 et 42 ou une infraction prévue aux articles 443 à 452 du Code pénal ordinaire sont soumises aux lois militaires.

Dans le cas visé à l'article 34 l'accusé est puni conformément à l'alinéa 2 de cet article quel que soit son grade. »

Art. 43. L'article 53 de la même loi, abrogé par l'article 4 de l'arrêté-loi du 11 octobre 1916, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Une procédure par défaut contre un déserteur en raison d'une infraction définie dans le présent chapitre n'est pas permise. »

Art. 44. A l'article *57bis*, § *3bis*, de la même loi, les mots "près les juridictions militaires" sont supprimés.

Art. 45. L'article 60 de la même loi, abrogé par la loi du 24 juillet 1923, est rétabli dans la rédaction suivante :

« La loi du 29 juin 1964 relative à la suspension, le sursis et la probation est d'application aux mesures et peines qui peuvent être prononcées conformément aux prescrits de ce Code. »

Art. 46. Dans l'article 61 de la même loi, les mots "à l'exception des articles 1^{er} à 14 inclusivement" sont supprimés.

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse*

Art. 47. L'article 36, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Modifications de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive*

Art. 48. L'article 9 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive est complété par l'alinéa suivant :

« En temps de paix, le mandat d'amener délivré à l'encontre d'une personne visée à l'article *10bis* du titre préliminaire du Code de procédure pénale, peut être exécuté le cas échéant sur le territoire étranger. »

Art. 49. L'article 14 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Si le mandat d'amener est décerné conformément à l'article 9, alinéa 2, et que la personne ne peut être trouvée, il peut être présenté au commandant de l'unité militaire à laquelle appartient l'intéressé. Dans ce cas, le commandant vise l'original de l'acte de signification. »

Art. 50. L'article 16, § 2, de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le mandat d'arrêt est exécuté conformément à l'article 19, § 1^{er}*bis*, il est recouru lors de l'interrogatoire à des moyens audiovisuels. »

Art. 40. In hoofdstuk *Ibis* van dezelfde wet, wordt een artikel *14bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *14bis*. Personen tewerkgesteld in een inrichting of bij een dienst van het leger kunnen krachtens een koninklijk besluit worden onderworpen aan sommige bepalingen van de militaire strafwetten die in hun arbeidsovereenkomst zijn beschreven. »

Art. 41. In hoofdstuk *Ibis* van dezelfde wet, wordt een artikel *14ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *14ter*. Militairen met onbepaald verlof zoals bepaald in artikel 7 van de voornoemde wet van 20 mei 1994, zijn met betrekking tot volgende misdrijven onderworpen aan de militaire strafwetten :

- 1° verraad en bespieding;
- 2° deelneming aan muiterij zoals bedoeld in dit Wetboek;
- 3° gewelddaden en smaad ten aanzien van een overste of een schildwacht;
- 4° deelneming aan desertie met samenspanning gepleegd door militairen;

5° ontvreemding en bedrieglijke wegneming van enigerlei voorwerpen bestemd voor de dienst van het leger en behorend hetzij aan de Staat hetzij aan militairen. »

Art. 42. In hoofdstuk *Ibis* van dezelfde wet, wordt een artikel *14quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *14quater*. Personen die binnen het jaar volgend op het definitief verlof zoals bepaald in artikel 8 van de voornoemde wet van 20 mei 1994, tegen één van hun vroegere meerderen of enige andere meerdere wegens de dienstbetrekkingen die zij met hem hebben gehad, een misdrijf bedoeld in de artikelen 34 tot 40 en 42 of de in de artikelen 443 tot 452 van het gewoon Strafwetboek hebben gepleegd, zijn aan de militaire strafwetten onderworpen.

In het geval bedoeld in artikel 34 wordt de veroordeelde ongeacht zijn graad gestraft overeenkomstig het tweede lid van dat artikel. »

Art. 43. Artikel 53 van dezelfde wet, opgeheven bij artikel 4 van de besluitwet van 11 oktober 1916, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Vervolging bij verstek tegen een deserteur wegens een misdrijf omschreven in dit hoofdstuk is niet toegestaan. »

Art. 44. In artikel *57bis*, § *3bis*, van dezelfde wet worden de woorden "bij de militaire gerechten" geschrapt.

Art. 45. Artikel 60 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 24 juli 1923, wordt hersteld in de volgende lezing :

« De wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie is van toepassing op de maatregelen en de straffen die overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek kunnen worden opgelegd. »

Art. 46. In artikel 61 van dezelfde wet worden de woorden « met uitzondering van de artikelen 1 tot en met 14 », geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming*

Art. 47. Artikel 36, tweede lid, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis*

Art. 48. Artikel 9 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis wordt aangevuld met het volgende lid :

« In vreedstijd kan het bevel tot medebrenging dat wordt uitgevaardigd ten aanzien van een persoon bedoeld in artikel *10bis* van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, in voorkomend geval worden uitgevoerd op buitenlands grondgebied. »

Art. 49. Artikel 14 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien het bevel tot medebrenging wordt uitgevaardigd overeenkomstig artikel 9, tweede lid, en de persoon niet kan worden gevonden, kan het eveneens worden vertoond aan de commandant van de militaire eenheid waartoe de betrokkene behoort. De commandant viseert in dit geval het origineel van de akte van betekening. »

Art. 50. Artikel 16, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer het bevel tot aanhouding wordt uitgevoerd overeenkomstig artikel 19, § *1bis*, gebeurt deze ondervraging door middel van audiovisuele media. »

Art. 51. A l'article 19 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un § 1^{er} *bis*, rédigé comme suit :

« § 1^{er} *bis*. En temps de paix, le mandat d'arrêt délivré à l'encontre d'une personne visée à l'article 10*bis* du titre préliminaire du Code de procédure pénale peut être exécuté, le cas échéant, sur le territoire étranger. »

2° le § 6 est complété par l'alinéa suivant :

« Quand le mandat d'arrêt est exécuté conformément à l'article 19, § 1^{er} *bis*, les décharge et accusé de réception doivent être transmis au juge d'instruction dans les vingt-quatre heures après l'arrivée de l'inculpé sur le territoire belge. »

Art. 52. Un article 32*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Quand le mandat d'arrêt doit être exécuté conformément à l'article 19, § 1^{er} *bis*, le juge d'instruction peut prolonger le délai de l'article 21 de cinq jours en cas de force majeure. Cette prolongation doit intervenir à peine de nullité dans le délai de validité du mandat d'arrêt délivré.

Les circonstances qui justifient cette manière d'agir doivent être mentionnées expressément dans le mandat d'arrêt que cette prolongation concerne. Il n'existe aucune possibilité de recours contre cette décision. »

Art. 53. A l'article 34, § 2, alinéa 2, de la même loi, les mots « ou sur le territoire étranger où une fraction de l'armée est stationnée » sont insérés entre les mots « belge » et « du mandat ».

CHAPITRE V. — Modifications de la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature

Art. 54. A l'article 2, § 2, 4e tiret, de la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature, les mots "ou près le Conseil de guerre" sont supprimés.

Art. 55. A l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, premier tiret, de la même loi, les mots « des cours d'appel, des cours du travail et de la Cour militaire » sont remplacés par les mots « des cours d'appel et des cours du travail ».

CHAPITRE VI. — Disposition finale

Art. 56. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

Promulgons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) *Session ordinaire 2002-2003.*

Sénat.

Documents parlementaires.

50-2359/1 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

1536/1 : Projet évoqué par le Sénat.

1536/2 : Rapport fait au nom de la commission.

1536/3 : Texte corrigé par la commission.

Art. 51. In artikel 19 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een § 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1*bis*. In vreedstijd kan het bevel tot aanhouding dat wordt uitgevaardigd ten aanzien van een persoon bedoeld in artikel 10*bis* van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, in voorkomend geval worden uitgevoerd op buitenlands grondgebied. »

2° § 6 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer het bevel tot aanhouding wordt uitgevoerd overeenkomstig artikel 19, § 1*bis*, dient het bewijs van ontlasting en het ontvangstbewijs de onderzoeksrechter binnen de vierentwintig uur na de aankomst van de verdachte op het Belgische grondgebied te worden overgemaakt. »

Art. 52. In dezelfde wet wordt een artikel 32*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer het bevel tot aanhouding dient te worden uitgevoerd overeenkomstig artikel 19, § 1*bis*, kan de onderzoeksrechter in het geval van overmacht de termijn van artikel 21 met vijf dagen verlengen. Deze verlenging dient op straffe van nietigheid te gebeuren binnen de geldigheidstermijn van het afgeleverde bevel tot aanhouding.

De omstandigheden die deze handelswijze rechtvaardigen, dienen uitdrukkelijk vermeld te worden op het bevel tot aanhouding dat deze verlenging vaststelt. Hiertegen staat geen rechtsmiddel open. »

Art. 53. In artikel 34, § 2, tweede lid, van dezelfde wet worden tussen de woorden « grondgebied » en « van » de woorden « of op het buitenlandse grondgebied waar een legeronderdeel is gestationeerd » ingevoegd.

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen van de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur

Art. 54. In artikel 2, § 2, vierde streepje, van de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur vervallen de woorden « of bij de Krijgsraad ».

Art. 55. In artikel 3, § 1, tweede lid, eerste streepje, van dezelfde wet worden de woorden « van de hoven van beroep, de arbeidshoven en het Militair Gerechtshof » vervangen door de woorden « van de hoven van beroep en de arbeidshoven ».

HOOFDSTUK VI. — Slotbepaling

Art. 56. Deze wet treedt in werking op de dag bepaald door de Koning.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 april 2003

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 2002-2003.*

Senaat.

Parlementaire stukken.

50-2359/1 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

1536/1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

1536/2 : Verslag namens de commissie.

1536/3 : Tekst verbeterd door de commissie.